

BRIAN RAFTOPOULOS

DE L'ÉMANCIPATION DU MOUVEMENT SYNDICAL À L'AFFIRMATION DU MDC

LE TRÈS BON SCORE DU MDC AUX ÉLECTIONS DE JUIN 2000, EN DÉPIT DE LA VIOLENCE ENTRETENUE PAR LE PARTI AU POUVOIR ET DE LA JEUNESSE DE CE MOUVEMENT, NE PEUT SE COMPRENDRE QU'À TRAVERS LA GENÈSE DE L'OPPOSITION POLITIQUE, EN PARTICULIER LA LONGUE MATURATION DU MOUVEMENT SYNDICAL. L'ÉVOLUTION DES RELATIONS ENTRE LE RÉGIME ET LES SYNDICATS DEPUIS 1980, D'UNE COLLABORATION ÉTROITE À L'AFFRONTMENT OUVERT, PUIS L'ALLIANCE FORMÉE PAR CES DERNIERS AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE EXPLIQUENT L'ESSOR RAPIDE DU MDC, MAIS AUSSI SES CONTRADICTIONS INTERNES.

Durant près de vingt ans, la Zimbabwe African National Union – Patriotic Front (Zanu-PF), l'un des deux partis qui menèrent la lutte armée de libération entre 1963 et 1979, a dominé la scène politique. Cependant, lors des élections législatives de juin 2000, le premier parti d'opposition ayant émergé à l'échelle nationale depuis l'indépendance, le Movement for Democratic Change (MDC), dont le mouvement syndical constituait l'épine dorsale, a enlevé 57 sièges au Parlement, contre 62 conservés par le parti au pouvoir, et ce en dépit du contexte de violence préélectorale orchestrée par ce dernier¹.

La performance du MDC ne tient pas tant à l'ampleur de ses gains électoraux qu'au fait qu'il soit parvenu à ce résultat seulement neuf mois après sa naissance. Avec un peu de recul, la montée en puissance du MDC atteste le succès d'une politique de large alliance, rassemblant les syndicalistes, les intellectuels, la classe moyenne urbaine, les petits producteurs ruraux, les propriétaires de grandes exploitations agricoles modernes (« *commercial farmers* » dans la terminologie locale), et une partie des industriels. Un regroupement aussi vaste reposait sur la déception générale engendrée par la mauvaise gestion économique du gouvernement, mais aussi sur l'exigence populaire d'une réforme constitutionnelle profonde et sur la critique d'un processus de réforme agraire opaque. Se sont trouvés ainsi rassemblés un grand nombre de groupes

aux intérêts apparemment inconciliables, dans une alliance conjoncturelle devant surmonter de nombreuses tensions dans la définition des options politiques du parti.

Poursuivant un modèle épuisé d'accumulation économique qui n'est pas parvenu à traiter les inégalités économiques héritées de la période coloniale, les politiques du gouvernement, en particulier pendant la période d'ajustement structurel des années 1990, ont aggravé les inégalités de revenus, le chômage, les tensions suscitées par la réforme agraire, l'augmentation des prix des marchandises de base et la désindustrialisation. Ainsi, un parti issu d'un mouvement de libération qui se réclamait du socialisme au début des années 1980 en vint à engager profondément le Zimbabwe dans les circuits du capital international à la fin des années 1990 et, ce faisant, exacerba les contraintes structurelles sévères qui caractérisaient déjà l'économie de la période coloniale. La promesse d'intégration dans l'économie mondiale se traduisit en réalité par une crise économique grave, sous un régime affaibli par la mauvaise gestion, la corruption et à la légitimité sérieusement érodée².

Confronté à cette crise profonde, le parti au pouvoir a cherché à redorer son blason au moyen de trois expédients. Premièrement, de généreux subsides ont été versés, fin 1997, aux anciens combattants de la lutte de libération, en réponse aux manifestations de ces derniers pour dénoncer leur marginalisation économique et politique par la Zanu-PF. Deuxièmement, le président Mugabe a engagé les forces armées zimbabwéennes dans la crise congolaise d'une manière qui laisse apparaître ses intérêts financiers personnels ainsi que ceux de ses proches alliés à l'intérieur de l'armée et du parti. Troisièmement, Mugabe a remobilisé la paysannerie sur la revendication populaire de la réforme agraire, en particulier en recourant à la contrainte exercée *via* des groupes d'anciens combattants et de jeunes chômeurs. Cette mobilisation a été opérée par l'intermédiaire d'un discours racialisé, rappelant la rhétorique de la guerre de libération, qui s'est efforcé de promouvoir une image radicale, pan-africaniste et anti-impérialiste. Aussi bien devant la SADC, l'OUA que dans les ghettos de Harlem, Mugabe a proclamé la nécessité d'une large alliance,

1. Sur le processus électoral au Zimbabwe, voir notamment J. Makumbe et D. Compagnon, *Behind the Smokescreen: the Politics of Zimbabwe's 1995 General Elections*, Harare, University of Zimbabwe Publications, 2000. Un rapport d'ONG sur les élections 2000 remarquait à propos de la violence: « Une large partie du pays est demeurée inaccessible aux organisations de la société civile comme aux partis politiques d'opposition, en raison de la violence et de l'occupation des fermes par les vétérans. » Zimbabwe Election Supervisory Network, *Report on the 2000 Parliamentary Elections Zimbabwe*, Harare, 2000.

2. Voir P. Bond, *Uneven Zimbabwe: a Study of Finance, Development, and Underdevelopment*, Trenton, NJ, Africa World Press, 1998.

noire et africaine, sur un mode essentialiste et agressif, pour s'opposer à l'Occident présumé raciste et coupable de l'avoir diabolisé sous les traits d'un tyran antidémocratique. Il a ainsi tenté de généraliser la lutte pour la terre à un niveau continental, de manière à renvoyer sur l'arène politique mondiale l'embarrassant débat sur les lacunes des politiques menées par le régime Zanu-PF au cours des vingt dernières années. Au centre de cette logique se trouve la proposition selon laquelle la lutte pour la terre est la racine même d'une nation authentiquement libérée. Ceux qui cherchent à mettre en question la conception de Mugabe en matière de réforme agraire sont rejetés en dehors de la nation et qualifiés d'imposteurs à la solde de l'impérialisme. La cible principale de cette stigmatisation a été le MDC, sans cesse accusé d'aller à l'encontre des véritables aspirations nationalistes, soit, dans le langage du journal du parti au pouvoir :

« Leurs liens avec les ex-Rhodésiens et les puissances occidentales qui avaient œuvré contre la réalisation des aspirations et les objectifs de notre peuple tels que la réforme agraire prouvent clairement qu'ils sont des ennemis de notre révolution. Pour être plus précis, ils sont des créatures de ces impérialistes qui veulent recoloniser le Zimbabwe³. »

La violence qui a été déclenchée par le parti au pouvoir l'a été au nom de la revendication anticoloniale pour la terre : une rhétorique radicale pour une politique répressive. Cette stratégie contraste avec le langage démocratique et pluraliste du MDC et avec sa vision générale inspirée du néolibéralisme économique. L'accent mis par l'opposition sur une conception libérale des enjeux de la gouvernance a été confronté à un message populiste de redistribution, masquant, de la part de la Zanu-PF, une politique autoritaire.

Notre objectif, ici, est de dégager les ambiguïtés politiques du MDC sur les droits de l'homme, la démocratisation et la répartition des richesses, à un moment où les contraintes de la mondialisation ont à la fois miné la base sociale de la Zanu-PF, le parti qui a mené la lutte de libération, et produit les conditions de la pérennisation du message de redistribution économique qui était au cœur même de cette lutte.

**LA CLASSE OUVRIÈRE À L'OMBRE DE L'ÉTAT
DANS LES ANNÉES 1980**

La première décennie de l'indépendance a été caractérisée par un pouvoir qui, bien qu'il bénéficiât alors d'une légitimité substantielle héritée de la lutte de libération et de l'affichage d'un large programme social de développement, devait encore établir son autorité, d'une part sur l'administration d'État,

d'autre part sur certaines zones du pays où ses soutiens populaires étaient faibles. C'était notamment le cas du Matabeleland, où la Zapu – son principal rival durant la guerre de libération – était dominant. Il en allait de même pour les populations urbaines, la guerre de libération ayant été conduite en grande partie dans les zones rurales.

Dans le Matabeleland, le parti au pouvoir traita l'opposition par la violence et la répression au milieu des années 1980. En 1987, un « accord d'unité » incorpora au parti au pouvoir un certain nombre de leaders de la région, mais laissa non résolues les retombées de ce conflit⁴. Pour les populations urbaines, et notamment la main-d'œuvre employée dans le secteur formel, le pouvoir créa au début des années 1980 une centrale syndicale, le Zimbabwe Congress of Trade Unions (ZCTU), destinée à jouer le rôle d'une courroie de transmission du parti dominant.

Avant l'indépendance, les organisations syndicales avaient joué un rôle central dans les luttes anticoloniales, en particulier entre les années 1940 et le début des années 1960, quand les partis nationalistes furent interdits par l'administration coloniale. Cependant, les tensions étaient fortes entre les syndicalistes et les politiciens nationalistes quant au lien entre les préoccupations des salariés et la politique nationaliste. Au centre de ces tensions figurait l'autonomie du mouvement ouvrier et de ses stratégies par rapport aux objectifs des partis nationalistes.

L'issue de cette lutte fut marquée par la subordination du mouvement syndical aux partis nationalistes, quelquefois au moyen de méthodes coercitives de mobilisation. Le passage, dans les années 1970, de la lutte anticoloniale à une guerre rurale de libération marginalisa les organisations syndicales urbaines, aussi bien en ce qui concerne leurs dirigeants que le discours même de la lutte de libération⁵. Une marginalisation qui s'est trouvée confirmée dans l'une des histoires officielles de la Zanu-PF, publiée en 1984, selon laquelle c'est seulement en 1979, l'année des discussions de paix de Lancaster House, que la mobilisation des « travailleurs, intellectuels et autres forces patriotiques » a été recherchée avec « plus de vigueur⁶ ».

3. *The People's Voice*, éditorial, « MDC agent of imperialists », 19-25 septembre 1999.

4. J. Alexander, J. McGregor et T. Ranger, *Violence and Memory: one Hundred Years in the "Dark Forests" of Matabeleland*, Oxford, James Currey, 2000.

5. B. Raftopoulos et I. Phimister (eds), *Keep on Knocking: a History of the Labour Movement in Zimbabwe, 1900-1997*, Harare, Baobab Books, 1997. Voir également B. Raftopoulos et T. Yoshikuni (eds), *Sites of Struggle: Essays in Zimbabwe's Urban History*, Harare, Weaver Press, 1999.

6. R. Mugabe, *Zimbabwe African National Union Central Committee Report to the Second Congress of the Party*, Harare, 1984.

Ainsi, à l'indépendance, en 1980, le mouvement syndical était faible et divisé et ne jouait aucun rôle significatif dans les discussions concernant la transition, à l'inverse de la situation prévalant en Afrique du Sud où, dans les années 1980, les contours du système de relations sociales post-apartheid ont été dessinés avant les discussions politiques plus larges sur les aspects constitutionnels de la transition au gouvernement de la majorité noire. Comme le remarquent Webster et Adler, ce développement « a établi une pratique de tripartisme, donnant au syndicalisme une voix institutionnelle lui permettant d'influencer l'agenda de la transition au sens large⁷ ». Au moment où le monde du travail zimbabwéen allait être confronté au nouveau pouvoir, il n'y avait pas dans le pays de fédération syndicale unie mais six centrales sectorielles, avec des effectifs négligeables et jouissant de peu de légitimité aux yeux des dirigeants Zanu-PF⁸.

Juste après l'indépendance, entre 1980 et 1982, sur un fond de relations sociales répressives et d'une accumulation de frustrations longtemps refoulées au sein de la main-d'œuvre, une série de grèves éclata dans tout le pays. Les estimations varient, mais Sachikonye avance le nombre de 171 mouvements pour ces trois années⁹. Cette prolifération de grèves confirme la thèse de Valenzuela selon laquelle plus la répression des syndicats est dure et plus l'espace public est clos, plus les manifestations et les grèves seront explosives une fois les interdictions levées, et plus il sera difficile pour les leaders syndicaux nationaux d'encadrer la protestation et de ménager un rôle aux syndicats¹⁰. Au Zimbabwe, où la direction nationale des syndicats était alors très faible, le problème était particulièrement aigu. Ces grèves eurent pour effet immédiat de souligner la carence d'une structure de régulation des relations de travail, par laquelle le nouvel État aurait pu commencer à construire les « travailleurs » comme catégorie du discours postcolonial. Cette construction fut assise sur une combinaison contradictoire de marxisme-léninisme, d'autoritarisme¹¹ et de nationalisme libéral (sic) dans laquelle le rôle du monde du travail était strictement défini par l'État, porteur unique des aspirations légitimes du mouvement de libération. Cette relégation du monde du travail dans une position subordonnée n'était pas sans lien avec une politique de « réconciliation », laquelle visait une transformation graduelle des structures économiques qui ne perturbât pas le modèle d'accumulation de la bourgeoisie coloniale. La reconstruction radicale devait se réaliser via une stratégie gradualiste dite de « croissance dans l'équité » ; or celle-ci se traduisait par une politique qui, plutôt que de remettre en cause les privilèges des Blancs, mettait l'accent sur les conflits entre les Noirs.

En 1980-1981, le gouvernement introduisit une législation du travail limitant le droit de licenciement dans le secteur privé, instaurant un salaire minimum

et prévoyant une représentation des travailleurs au niveau de l'atelier. En outre, en 1981, le pouvoir joua un rôle central dans la création du ZCTU. En 1985, une loi sur les nouvelles relations du travail fut adoptée en remplacement de la législation de l'époque coloniale. Tandis que le nouveau texte élargissait le champ du dialogue social et établissait le droit, pour les ouvriers, d'adhérer à des syndicats et de créer des sections d'entreprise, il limitait sévèrement le droit de grève et, comme durant la période coloniale, concentrait les pouvoirs entre les mains du ministre du Travail.

D'ailleurs, en raison de sa faiblesse pendant cette période, le mouvement ouvrier n'a joué aucun rôle dans l'élaboration de la nouvelle législation. Outre ces interventions directes, l'État a également montré sa capacité coercitive en employant la législation coloniale pour arrêter des grévistes entre 1980 et 1982. Les tendances répressives de l'idéologie d'État s'étendirent au langage de la mobilisation syndicale, avec des déclarations selon lesquelles l'État poursuivrait les travailleurs qui « feraient preuve de tendances antipatriotiques telles que l'insubordination, la paresse, l'alcoolisme ou l'absentéisme¹² ». Cette rhétorique ressemble beaucoup à celle dont firent preuve d'autres États post-coloniaux qui, selon les mots de Cooper, cherchèrent à « convaincre les travailleurs des vertus de l'ordre et de la productivité, au nom d'une cause supérieure, la lutte contre l'impérialisme et pour le développement de l'économie¹³ ». Ainsi émergea au milieu des années 1980 une relation fragile entre l'État et le mouvement ouvrier, que Sachikonye résume ainsi :

« En somme, les cinq premières années de l'indépendance furent témoin de l'intervention dominante de l'État dans des relations du travail, avec un parti pris visible en faveur des intérêts immédiats de la bourgeoisie. Très fragmentées, les luttes ouvrières sur les lieux de

7. E. Webster et G. Adler, « Towards a class compromise in South Africa's "double transition" : bargained liberalisation and the consolidation of democracy », *Politics and Society*, vol. 27, n° 3, septembre 1999, pp. 347-385, notamment p. 361.

8. B. Wood, « Trade union organisation and the working class », in C. Stoneman (ed.), *Zimbabwe's Prospects : Issues of Race, Class, State and Capital in Southern Africa*, Londres, Macmillan, 1988.

9. L. Sachikonye, « The state, capital and trade unions », in I. Mandaza, *Zimbabwe : the Political Economy of Transition*, Dakar, Codesria, 1986.

10. S. J. Valenzuela, « Labour movements in transition to democracy », *Comparative Politics*, vol. 21, n° 4, juillet 1989, pp. 445-471.

11. C. Sylvester, « Zimbabwe's 1985 elections : a search for national mythology », *Journal of Modern African Studies*, vol. 24, n° 1, 1986, pp. 229-255.

12. *Herald*, 13 mai 1988.

13. F. Cooper, *Decolonisation and African Society : the Labour Question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 438.

travail furent minées par le pacte tacite entre l'État, la bourgeoisie, et les dirigeants du mouvement syndical pour créer la stabilité par la répression des grèves. [...] Cependant, la cooptation du ZCTU [par le pouvoir] reposait sur une base précaire. Il n'existait pas de soutien de masse en faveur des dirigeants syndicaux¹⁴. »

Politiquement, la faiblesse des leaders syndicaux se traduit par une dépendance à l'égard de l'État en termes de patronage politique. Quand, en 1987, le gouvernement du Zimbabwe modifia la Constitution de Lancaster House pour retirer les sièges parlementaires qui avaient été réservés aux Blancs, la direction du ZCTU adressa au parti une supplique pour être intégrée dans le nouveau Parlement en tant que groupe d'intérêt spécifique au sein de la Zanu-PF. Proposition que le président du ZCTU en 1987, Geoffrey Mutandare, défendit ainsi :

« Nous pensons que le ZCTU devrait être représenté dans les institutions délibératives telles l'Assemblée nationale, le Sénat et le comité central de la Zanu-PF. Cela donnerait au mouvement ouvrier une véritable occasion de faire valoir ses vues sur tous les sujets d'intérêt national et d'assister le parti et le gouvernement dans la formulation des politiques publiques et l'élaboration du plan national de développement¹⁵. »

Ce à quoi le président de l'Assemblée, un dignitaire de la Zanu-PF, répondit dédaigneusement :

« Si nous accordons au ZCTU une représentation spéciale, la prochaine fois ce sera le tour des jeunes, puis la ligue des femmes. Les Églises voudront aussi être représentées au Parlement et même les associations d'enseignants¹⁶. »

Étant donné les problèmes de légitimité rencontrés par les leaders du ZCTU pendant cette période, et les pratiques de corruption qui accompagnèrent cette absence de responsabilité vis-à-vis des mandants, une lutte pour le pouvoir se développa au plan fédéral en 1987-1988. Une nouvelle équipe dirigeante émergea alors et engagea un programme de restructuration de la centrale, lequel aboutit à un accroissement des sections et à une stabilisation des adhésions dans la période suivante.

De manière significative, un nouveau secrétaire général fut élu, Morgan Tsvangirai, dont l'impact sur la scène politique nationale allait devenir décisif dans les années 1990. Grâce à la revitalisation de ses différentes structures, le ZCTU a pu concentrer ses campagnes sur un certain nombre de domaines : élargissement des consultations tripartites dans la législation du travail ; pressions pour tenir l'État à l'écart des processus de négociation collective ; exigence

d'une plus grande transparence et engagement plus sérieux dans l'application du programme socialiste affiché par le gouvernement ; position critique, enfin, à l'égard de la conversion du gouvernement au libéralisme à la fin des années 1980. En 1989, le ZCTU développa une critique anticapitaliste radicale contre le code de l'investissement rédigé par le gouvernement et qui annonçait, à biens des égards, la mise en œuvre ultérieure d'un programme d'ajustement structurel. Le mouvement syndical avertissait alors qu'en vertu des « leçons de l'histoire », « la richesse d'un peuple se conquerrait de façon volontariste, de la même manière que l'indépendance politique avait été arrachée¹⁷ ».

En plus de sa stratégie de lobbying sur le front économique, le ZCTU a élargi son action sur la question plus large de la démocratisation politique. Cette campagne fut d'abord dirigée contre la tentative de la Zanu-PF d'imposer le modèle du parti unique en 1990, mais aussi contre la corruption au sein du parti au pouvoir et contre la perpétuation de l'État policier colonial à travers le maintien en vigueur de l'état d'urgence. Dans ces campagnes, le ZCTU commença à nouer des alliances avec d'autres groupes civiques, comme le mouvement étudiant, lequel tentait également de défier la domination politique de la Zanu-PF. Avec la crise économique, la contestation ouvrière s'imposa de nouveau à la fin de la première décennie de l'indépendance ; des grèves éclatèrent parmi les infirmières, les enseignants, les employés de banque et le personnel des transports aériens.

Ainsi, en 1990, le mouvement syndical avait cessé d'être une simple courroie de transmission du parti pour devenir une force critique plus autonome, établissant des relais dans d'autres secteurs de la société de manière à articuler les enjeux de politique économique avec ceux de la gouvernance. La toile de fond économique de ces différentes transformations se caractérisait par un chômage croissant, la stagnation de l'investissement en capital fixe, une incapacité à relancer la demande et un secteur industriel réalisant peu d'économies d'échelle et doté d'outils de production particulièrement obsolètes, donc incapable de supporter la compétition internationale. Dans de telles conditions, les revenus salariaux ont été érodés de telle sorte que les salaires réels de 1990 se sont trouvés inférieurs à ceux de 1982.

14. L. Sachikonye, « The state, workers and industrial relations », in (S. Agere (ed.), *Zimbabwe Post Independence Public Administration : Management Policy Issues and Constraints*, Dakar, Codesria, 1998, p. 176.

15. *Sunday Mail*, 25 octobre 1987.

16. *Herald*, 28 octobre 1987.

17. ZCTU, *ZCTU on the Investment Code. Its Implications to National Independence and to the Position and Conditions of the Working People*, Harare, multigr., 1989.

LE PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL**ET LA CRITIQUE DE L'ÉTAT**

En 1990, le ZCTU s'engagea dans la critique du programme d'ajustement structurel (ESAP). Lors de son congrès, elle lança un assaut frontal contre la nouvelle politique économique du gouvernement :

« La stratégie du gouvernement consistant à suspendre les espoirs de la population aux politiques d'ajustement structurel de la Banque mondiale, aux investissements étrangers, aux privatisations, et à la libéralisation des échanges ignore les effets dévastateurs de ces politiques sur les travailleurs du monde entier et condamne des secteurs entiers de la société au chômage permanent, au désespoir et à l'insécurité économique. Elle brade en outre l'économie aux étrangers et laisse la nation économiquement impuissante et sans contrôle économique de son futur¹⁸. »

De plus, au début des années 1990, le ZCTU combattit pour consolider sa position dans le processus de négociation collective face à des conditions économiques dégradées. En 1992, l'État introduisit le Labour Relations Amendment Act, qui dérégulait les relations de travail en conformité avec le programme d'ajustement. La nouvelle législation limita la puissance des syndicats au niveau des entreprises, tout en conservant au ministère du Travail des pouvoirs étendus d'intervention dans les négociations collectives et les conflits du travail.

En réponse à ces modifications de la loi, le ZCTU organisa une manifestation anti-ajustement qui fut interdite et dispersée par la police. Six syndicalistes furent alors arrêtés et poursuivis. Une décision ultérieure de la Haute Cour les acquitta et confirma leurs droits constitutionnels de se réunir et de manifester. Ces événements, tout en réaffirmant l'importance du mouvement syndical dans le combat pour la démocratisation, soulevèrent dans les rangs de la Zanu-PF des inquiétudes quant aux possibles ambitions politiques du ZCTU. Le principal journal progouvernemental déclara qu'au-delà de la manifestation contre l'ajustement structurel, les orientations politiques du mouvement syndical paraissaient en contradiction avec celles du gouvernement et du parti au pouvoir. À ce contexte tendu s'ajoutèrent les admonestations de Mugabe en 1993, lorsqu'il refusa, pour la seconde année consécutive, d'assister à la célébration du 1^{er} Mai organisée par les syndicats :

« Dès l'instant où vous vous transformez en parti politique, je vous dirai que je suis Zanu-PF. Je ne peux pas me rendre à la célébration du 1^{er} Mai pour être tourné en ridicule par des gamins tels que les étudiants de l'université du Zimbabwe¹⁹. »

Le spectre de l'ascension au pouvoir de Chiluba en Zambie pèse lourd dans ce débat. Malgré le rôle central joué par le ZCTU comme voix d'opposition, le syndicat était incapable d'arrêter le déclin du niveau de vie de ses adhérents mesuré par différents indicateurs : salaires réels baissant de l'indice 122 en 1982 à l'indice 88 en 1997 ; part des salaires dans le PNB tombant de 54 % en 1987 à 39 % en 1997, tandis que les bénéfices passaient de 47 % à 63 % durant la même période. Une étude menée par le gouvernement en 1995 montra que 61 % des ménages vivaient en dessous du seuil de pauvreté. La croissance de l'emploi salarié s'est fortement ralentie, d'une moyenne de 2,4 % par an entre 1985 et 1990 à 1,55 % par an entre 1991 et 1997²⁰.

L'incapacité du ZCTU à protéger ses membres contre l'érosion de leur niveau de vie, au début des années 1990, était due à un certain nombre de facteurs. Premièrement, bien que le mouvement syndical ait commencé à sortir de l'ombre de l'État après 1990, celui-ci s'estimait toujours en mesure de marginaliser dans le processus politique. Deuxièmement, au sein même du mouvement, plusieurs problèmes organisationnels en gênaient les progrès : entre autres le fait que beaucoup de salariés (presque exclusivement des hommes) avaient une connaissance limitée des fonctions de leurs syndicats et ne se rendaient pas compte de l'importance des négociations collectives²¹. De son côté, le gouvernement montrait plus d'intérêt à courtiser les groupes d'hommes d'affaires noirs qui émergeaient alors sous couvert d'une « indigénisation » de l'économie, et qui ont trouvé dans l'environnement néolibéral de l'ajustement structurel un terrain favorable à leur projet de classe²² – projet qui trouvait de plus en plus d'écho parmi l'élite au pouvoir, dont les stratégies d'accumulation s'étaient activement développées derrière la rhétorique du socialisme durant les années 1980.

Étant donné le fossé grandissant alors entre l'État et le mouvement syndical et la marginalisation politique continue du ZCTU, celui-ci essaya une

18. ZCTU, « Strategy document for the 1990 Congress », cité in P. Yeros, *Labour Struggles for Alternative Economics: Trade Union Nationalism and Internationalism under ESAP*, Harare, SARIPS, 2001.

19. *The Worker*, n° 4, juin 1993.

20. G. Kanyenze, « The implications of globalisation on the zimbabwean economy », *Zimbabwe Human Development Report*, 2000.

21. S. Makanya et T. Ngirandi, « Workers participation development programme : a report on research findings from the 1991/1992 education seminars », ZCTU, 1993 ; voir également, des mêmes auteurs, « Workers participation development programme : a second report on research findings from the 1991/1992 educational seminars », ZCTU, 1993.

22. B. Raftopoulos et D. Compagnon, « Indigenization, the state bourgeoisie and neo-authoritarian politics », in S. Darnolf et L. Laakso (eds), *Indigenization of a Polity: Zimbabwe Twenty Years of Independence*, Macmillan, à paraître en 2001.

approche différente en 1995-1996. Alors que le gouvernement se préparait à engager la deuxième phase du programme d'ajustement structurel, la centrale produisit en 1996 un document intitulé *Au-delà de l'ajustement*. Ce texte était une tentative pour engager l'État et les institutions financières internationales dans une discussion plus constructive et prônait une « libéralisation négociée²³ ». L'arrière-pensée stratégique d'une telle démarche était de continuer à participer aux discussions de politique économique. Cette nouvelle approche devait décaler la discussion d'un niveau politique vers des questions plus techniques exigeant des interventions de l'État, dans un cadre social-démocrate. Ce rapprochement entre le syndicalisme et l'État a eu lieu au moment des élections législatives de 1995 et des présidentielles de 1996, quand Mugabe redoutait que le ZCTU ne jouât un rôle politique. Le Président accepta de rencontrer les dirigeants syndicaux en mars 1995 et participa aux célébrations du 1^{er} Mai pour la première fois depuis 1991. En contrepartie, le mouvement syndical accepta de demeurer neutre dans les deux élections.

Cependant, ce dégel des relations État-syndicats devait être de courte durée. En 1996-1997, trois événements significatifs transformèrent de manière décisive la scène politique zimbabwéenne. L'année 1996 vit la plus grande grève de la fonction publique depuis l'indépendance. Menée sur des revendications salariales par les enseignants et les infirmières, cette grève fournit au ZCTU l'occasion de consolider ses relations avec des employés du secteur public. Auparavant, le ZCTU avait aidé les salariés de ce secteur, non concernés par la loi de 1985, en leur prodiguant des conseils en matière d'organisation, d'action juridique et de tactique politique, avec pour objectif de créer un droit du travail unifié. Ce rôle actif du ZCTU déboucha sur l'affiliation de la puissante Public Service Association (PSA) au ZCTU en août 1996. Pendant la grève, le ZCTU fournit un soutien appréciable aux dirigeants de la PSA et servit d'intermédiaire dans les rencontres entre l'État et les grévistes.

Pour l'État, cette protestation majeure du secteur public dévoilait les lézardes de sa légitimité. Pendant les années 1980, un des atouts du nouveau gouvernement était l'africanisation rapide du secteur public. En effet, la fonction publique a représenté le secteur dans lequel l'emploi formel a augmenté le plus rapidement, passant de 12 % des emplois en 1979 à 19 % en 1989. Par l'extension de ce secteur, le nouveau gouvernement a déployé l'État dans des régions reculées du pays. Aussi la grève représentait-elle une rébellion d'un instrument central de l'État. Au moins un député de la Zanu-PF, Irène Zindi, ne se trompa pas au sujet de sa signification :

« Cette action des travailleurs doit nous ouvrir les yeux, si nous voulons vraiment savoir où est notre intérêt²⁴. »

La réponse du gouvernement fut d'arrêter les leaders de la grève et de révoquer un nombre important d'employés du secteur public. Mugabe déclara :

« Nous ne prenons pas à la légère les grèves illégales. Il y a déjà trop de monde dans le secteur public et ce peut être pour nous l'occasion de le réduire. »

Réagissant à la répression de l'État, le ZCTU appela à une grève générale en soutien des employés du secteur public. Cependant, faute de préparation et d'une bonne communication, tant au sein du mouvement syndical qu'en direction du grand public, les travailleurs se montrèrent divisés et la grève fut un échec.

À peine le parti au pouvoir avait-il commencé à se remettre de la débâcle de la grève du secteur public qu'une nouvelle menace pour sa légitimité apparut, cette fois encore au cœur même de son dispositif, à savoir l'Association des anciens combattants de la guerre de libération, la Zimbabwe National Liberation War Veterans Association (ZNLWVA). Depuis le milieu de 1997, des membres de cette association faisaient pression pour obtenir des indemnités supplémentaires et une reconnaissance politique.

Contrairement à l'attitude négative et répressive qu'il avait adoptée face aux grévistes, Mugabe, inquiet de la légitimité et des capacités de mobilisation des anciens combattants au sein même de la Zanu-PF, se résolut rapidement à leur donner satisfaction en accordant à chacun une prime forfaitaire de 50 000 Z\$ et une pension annuelle. Cette décision, exécutée sans aucune planification budgétaire, eut un effet désastreux sur l'économie du Zimbabwe, contribuant à la plus importante dévaluation du dollar zimbabwéen depuis l'indépendance. La stratégie de Mugabe était de courtiser les anciens combattants, à un moment où augmentait l'opposition syndicale. Ce faisant, il cherchait à prévenir une alliance entre ces deux groupes en présentant leurs intérêts comme opposés. Afin d'empêcher un tel fossé de se creuser, le secrétaire général du ZCTU, Morgan Tsvangirai, rencontra le chef des anciens combattants, Chenjerai Hunzvi, en 1997, et tous deux convinrent que le gouvernement ne devait pas taxer les salariés pour dédommager les anciens combattants, mais rechercher d'autres moyens de financement.

Le gouvernement persista pourtant à imposer un prélèvement supplémentaire au contribuable ; le ZCTU le menaçait alors d'une grève générale si le

23. E. Webster et G. Adler, «Towards a class compromise in South Africa's "double transition"...», art.cit., p. 351. Il s'agit de créer une structure de négociation permettant aux syndicats de peser sur les formes et le rythme de la libéralisation.

24. *Herald*, 22 août 1996.

projet n'était pas aussitôt abandonné. Le prélèvement fut finalement abandonné, mais la centrale maintint son appel à la grève pour le 9 décembre 1997, afin de protester contre d'autres prélèvements exceptionnels et contre le manque de transparence des décisions budgétaires. Ce fut la grève la plus réussie de l'histoire de Zimbabwe : elle reçut un soutien massif non seulement des salariés, mais aussi d'une grande partie de la classe moyenne et, de manière significative, des employeurs, au point que le chef de la police déclara :

« [...] je note avec surprise que pour la première fois depuis l'indépendance de ce pays toutes les institutions – banques, magasins, usines et exploitations agricole – sont fermées et leur personnel incité à sortir manifester²⁵. »

Le ministre de l'Intérieur qualifia le ZCTU d'« alliance contre-nature » entre les syndicalistes, les employeurs et les fermiers commerciaux blancs irrités par la désignation de leurs fermes pour des expropriations en 1997. En effet, la grève témoignait d'un large consensus, au sein de milieux sociaux très différents, quant à la nécessité de traiter la question des performances du gouvernement pour surmonter la crise économique croissante. Dans les milieux d'affaires, qui avaient bénéficié le plus des politiques néolibérales du gouvernement, on s'inquiétait de plus en plus au sujet de l'imprévisibilité des décisions de l'État, même si cela ne se traduisait pas par une opposition ouverte. Parmi les fermiers commerciaux, qui avaient profité de presque deux décennies de politiques de soutien du gouvernement, en particulier durant la période de libéralisation économique des années 1990, le projet d'expropriation de 1 471 grandes exploitations était une source évidente d'inquiétude²⁶. De façon générale, le compromis historique passé entre l'État postcolonial et les possédants avait commencé à se détériorer, comme le soulignait de façon plus large la perte de légitimité du gouvernement auprès des classes urbaines. L'État, qui avait placé ses espoirs de reprise économique dans le programme d'ajustement structurel et le soutien des investisseurs, avait sous-estimé les limites de ce modèle. Le dédommagement des anciens combattants, la relance de la réforme agraire hors des règles du marché, puis la décision d'intervenir en RDC en 1998 relevaient d'une volonté désespérée de maintenir les bases traditionnelles du soutien de la Zanu-PF face à un édifice économique qui se lézardait.

Dans cet environnement hostile, les tentatives de l'État pour organiser une concertation économique en 1997 sous la forme d'un National Economic Consultative Forum (NECF) s'avèrent en grande partie stériles, le ZCTU quittant cette structure qu'il considérait comme un lieu de discussion sans intérêt. Cette atmosphère de confrontation État/syndicats se prolongea pen-

dant l'année 1998, où le ZCTU appela à trois reprises à des grèves générales, en mars et en novembre. Le climat s'alourdit encore avec les émeutes de la faim qui secouèrent la capitale en janvier 1998. Au milieu de cette crise, en décembre 1997, une tentative d'assassinat fut perpétrée contre Morgan Tsvangirai, tandis que Mugabe accusait les dirigeants syndicaux de n'avoir pas participé à la guerre de libération, une litanie ressassée tout au long de la période post-coloniale. Visant clairement le président et le secrétaire général du ZCTU, Mugabe déclara :

« La liberté que vous avez vient du peuple, de la Zanu-PF et de ceux qui ont choisi de combattre tandis que vous restiez à l'arrière en profitant de votre confort quotidien²⁷. »

Se joignant à cette attaque, le leader des anciens combattants rappela l'expérience de l'Europe de l'Est pour dénoncer les syndicats :

« Ces Blancs utilisent des faire-valoir et des marionnettes avec l'objectif de prendre le pouvoir. Cela s'est produit en Europe de l'Est où les syndicats et les groupes de défense des droits de l'homme ont été manipulés par les puissances étrangères pour détruire leurs économies²⁸. »

Au début de 1998, le mouvement syndical présentait un front soudé. Les mouvements de 1997 et de 1998 avaient démontré que le niveau de préparation et de communication s'était nettement amélioré au sein du ZCTU. De plus, un facteur essentiel du succès de ces mouvements résidait dans la capacité du syndicat à articuler les préoccupations pressantes de beaucoup de Zimbabweens en matière économique, notamment concernant la pression fiscale et la hausse des prix, et à exiger des réponses pratiques claires de la part du gouvernement²⁹.

En déplaçant le terrain du combat vers les questions d'intérêt général dans lesquelles la majorité des Zimbabweens pouvait se reconnaître, le ZCTU avait marqué des points dans sa lutte contre l'État. Cependant, le bilan de ses actions faisait également apparaître le besoin, pour la centrale syndicale, d'étendre son

25. *Financial Gazette*, 11 décembre 1997.

26. S. Moyo, *Land Reform under Structural Adjustment in Zimbabwe: Land Use Change in the Mashonaland Provinces*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 2000 ; du même auteur, voir également *The Land Acquisition Process in Zimbabwe (1997/1998)*, Harare, UNDP, 1998.

27. *Sunday Mail*, 22 février 1998.

28. *Herald*, 5 mars 1998.

29. *Staying Away to Move Ahead: a Report on the National Stay-Away March 3-4 1998*, ZCTU, Harare, 1998, p. 22.

influence dans les zones rurales, les petites villes et les centres miniers ; autant d'endroits où son action et ses objectifs demeuraient mal connus. Par ailleurs, ses actions ne prenaient pas suffisamment en compte les priorités des ouvriers agricoles. Ces derniers percevaient le mouvement syndical comme « trop distant et urbain », confinant ses interventions (réunions, rassemblements, manifestations) dans les villes les plus grandes, et ses enjeux prioritaires (par exemple, les impôts) à des thèmes « qui étaient d'un intérêt marginal ou secondaire pour les gens des campagnes³⁰ ». Dans ces conditions, un travail important restait à accomplir pour étendre la base géographique et sociale du mouvement.

Mobilisation pour la conquête du pouvoir d'État

Les avancées impressionnantes opérées par le ZCTU en prenant la tête de l'opposition, et l'accroissement à environ 200 000 du nombre de ses adhérents, ne se traduisaient pas pour autant par une augmentation de son influence sur les politiques économiques de l'État. Les salariés faisaient toujours face à une baisse des revenus et à un environnement macroéconomique qui ne laissait entrevoir que la poursuite du déclin. Début 1998, la direction du syndicat chercha à élargir ses alliances et à rechercher une solution politique à la crise économique et sociale croissante. Lors d'une assemblée générale extraordinaire, le 30 janvier, cette nouvelle stratégie apparaissait déjà clairement, comme l'atteste le compte rendu suivant :

« Les gens de tous les milieux sociaux (pas seulement les ouvriers) attendent leur salut du mouvement syndical. Celui-ci devrait donc sérieusement prendre en compte et comprendre les problèmes des gens ordinaires. Il convient d'envisager d'aller au-delà des ouvriers et d'intégrer tout le monde. Il a été dit qu'il est essentiel que le ZCTU sorte de là où il est et s'implique à tous les niveaux du changement, en même temps qu'il travaille à améliorer son organisation. Les revendications des ouvriers sont devenues celles de la communauté. De même que les liens et la gestion de relations avec d'autres groupes civiques sont importants, nous devrions nous efforcer de contrôler et diriger le mouvement social pour le maintenir dans la bonne direction. Nous devrions être capables de rectifier le cours des choses en cas de déviation afin de lui conserver sa légitimité³¹. »

Une des conclusions qui émergent lors de cette réunion était formulée de la manière suivante :

« Quand les ouvriers ne peuvent pas obtenir un salaire leur permettant de vivre et des conditions de travail décentes par la voie de l'action revendicative sur le lieu de travail, ils vont au-delà du palier de l'entreprise et portent leurs revendications au niveau national,

politisant ainsi le débat. Quand, en outre, les syndicats ont été marginalisés et ne peuvent pas obtenir la solution de ces problèmes par des réformes, de la part d'un gouvernement qui a renoncé à s'engager dans une politique nationale, le seul recours est l'action au niveau national³². »

En conformité avec cette stratégie de syndicalisme politique, le ZCTU joua un rôle central dans le lancement de la National Constitutional Assembly (NCA) au début 1998, avec d'autres groupes civiques tels que le Zimbabwe Council of Churches, des ONG de défense des droits de l'homme, des associations d'avocats et des adhérents individuels. L'objectif principal de cette coalition était de mobiliser le grand public dans un processus de réforme constitutionnelle large et populaire. Tout au long de 1998, la NCA développa une série d'activités publiques pour imposer la question de la réforme constitutionnelle sur l'agenda politique du Zimbabwe. La réussite de la campagne de la NCA, combinée avec des pressions internes à la Zanu-PF, contraignit le parti au pouvoir à créer une Constitutional Review Commission (CRC) en avril 1999. Cependant, un profond désaccord à propos du contrôle présidentiel, tant sur les nominations que sur le mode de fonctionnement de la CRC, conduisit la NCA à rejeter totalement ce processus. Il s'ensuivit un débat public intense et âpre sur la procédure adoptée et sur le contenu de la réforme constitutionnelle, débat qui domina la vie politique de la mi-1999 jusqu'au début de l'année 2000. En février 2000, le gouvernement organisa un référendum afin de faire adopter son projet de Constitution, tandis que la NCA faisait campagne pour le « non ».

Le référendum se solda par une défaite cuisante pour le gouvernement, car le projet fut rejeté par une majorité des électeurs. Le rôle central du mouvement syndical dans la NCA, dont Morgan Tsvangirai était le président, eut pour effet de le propulser encore davantage à l'avant-garde de l'opposition politique. Cette formidable alliance ne comportait pas moins de 96 groupes différents : syndicats, associations féminines, Églises, organismes de droits de l'homme ; intellectuels, groupes culturels ; organisations étudiantes, mouvements de jeunesse, associations de résidents, ONG et partis politiques. À travers les activités publiques de la NCA, les questions de gouvernance et les responsabilités du régime Mugabe dans la situation économique et sociale furent placées de façon récurrente au cœur du débat politique.

30. *Staying Away to Move Ahead...*, *op. cit.*

31. ZCTU, Minutes of the special general council meeting held at the Adelaide Acres on 30th january 1998.

32. *Ibid.*

Au même moment, le ZCTU intensifiait sa campagne politique et organisait, en février 1999, une « Convention des travailleurs » (National Working People's Convention) qui rassembla des représentants de tous les secteurs et de tous les groupes sociaux. Le but de cette convention était de « procéder à une analyse critique des problèmes du moment et de proposer des solutions profitant à l'ensemble de la population indépendamment de considérations de préférences partisans, de race, d'ethnie, de couleur ou de religion³³ ». Au cours de ses travaux, elle identifia neuf enjeux qui devaient être abordés au plan national : l'incapacité de l'économie à satisfaire les besoins essentiels de la population, la dégradation des revenus, de l'emploi et des services de santé, l'exploitation des femmes au travail et les discriminations sexuelles, le déclin des services publics, l'absence de progrès de la réforme agraire, la faiblesse de la croissance industrielle et la marginalisation de la grande majorité des entreprises, l'absence d'une Constitution du pays conçue par et pour le peuple, la persistance du régionalisme, du racisme et d'autres divisions minant l'intégration nationale et, enfin, la corruption et le manque de responsabilité vis-à-vis du public (*accountability*) dans les institutions politiques et économiques. Parmi les recommandations qui émergèrent de la convention, s'affirma la nécessité d'une stratégie pour satisfaire les besoins élémentaires ayant trait à l'alimentation, au logement, à l'eau potable, à la santé, à l'éducation et à la distribution équitable des revenus. La convention s'entendit aussi sur la nécessité d'établir, par un accord très large, « un mouvement politique vigoureux et démocratique pour réaliser le changement³⁴ ». Après sa première réunion de février, la convention se réunit de nouveau, en mai 1999, pour tirer des conclusions des consultations entreprises auprès de la base des différents mouvements la composant, et elle donna alors mandat au ZCTU de prendre en charge le lancement d'un nouveau parti.

En août 1999, le ZCTU tint un congrès extraordinaire et vota à l'unanimité en faveur d'un tel processus, ce qui permit le lancement du MDC le 11 septembre 1999, qui fut organisé symboliquement au stade de Rufaro à Harare, lieu de la cérémonie officielle de l'indépendance en 1980. Le président du ZCTU, Gibson Sibanda, déclara à cette occasion :

« Combien de temps devons-nous attendre le Moïse de la Bible pour nous délivrer ? Quand les Zimbabwéens sont plus pauvres aujourd'hui qu'ils ne l'étaient en 1980, n'est-ce pas un crime contre l'humanité ? Quand 12 millions et demi de paysans sans terre et d'ouvriers manquent de nourriture et d'eau et que leurs gouvernants refusent d'écouter, n'est-ce pas un crime contre l'humanité ? Nous ne pouvons plus attendre. À travers l'histoire, dans notre culture, il y a des moments où le peuple reprend le pouvoir qu'il a confié aux dirigeants, montrant ainsi avec force que le pouvoir ne vient que du peuple, et confie ce pouvoir à de nouveaux dirigeants. [...] Aujourd'hui, nous sommes ici pour accomplir une promesse car,

de même qu'en 1980 nous nous sommes débarrassés de l'Union Jack ici même, nous sommes de retour ici pour nous débarrasser du gouvernement de la Zanu-PF ³⁵. »

Au congrès fondateur du MDC tenue dans la ville-dortoir satellite de Harare, Chitungwiza, la direction du nouveau parti fut élue. Elle représentait une combinaison de syndicalistes et de leaders des organisations civiques de la NCA, mais les syndicalistes y occupaient les positions clefs : président (Morgan Tsvangirai), vice-président (Gibson Sibanda), secrétaire général (Isaac Matongo), secrétaire général adjoint (Gift Chimanihire), auxquels s'ajoutaient plusieurs autres sièges au comité directeur.

Confronté ainsi à un défi politique majeur après sa défaite au référendum de février 2000, le gouvernement Zanu-PF répondit par la violence. En mars 2000, le parti au pouvoir orchestra dans tout le pays une occupation des fermes commerciales par des bandes d'anciens combattants et de jeunes chômeurs, en reprochant aux fermiers blancs d'avoir soutenu la NCA et le MDC durant le référendum. Si l'attente populaire en faveur d'une réforme agraire est indiscutable au Zimbabwe, s'il est indéniable que les occupations sauvages de terres n'ont jamais cessé dans le pays – en particulier dans le Mashonaland – depuis les années 1980 et se sont intensifiées vers la fin des années 1990, celles qui se sont développées depuis mars 2000 se différencient nettement par le rôle central joué par l'État dans leur organisation et par la violence qui les accompagne.

Ces occupations constituent un assaut frontal contre l'opposition, les activistes de la Zanu-PF s'en prenant directement aux membres et aux structures du MDC en milieu rural afin d'isoler de vastes zones de tout contact avec l'opposition. De la fin 1999 jusqu'au référendum de février 2000, le MDC avait commencé, en effet, à s'introduire dans les communautés rurales en utilisant à la fois ses propres structures syndicales, les fermiers blancs, les fonctionnaires (notamment les enseignants) et les structures de la NCA. Par cette pénétration multiforme, les campagnes, base traditionnelle de la Zanu-PF, recevaient un message politique alternatif.

Face à ce danger, le parti au pouvoir ne recula devant aucun moyen. Durant la campagne des législatives de juin 2000 et après, 30 personnes, pour la plupart appartenant au MDC, furent tuées. Environ 18 000 autres furent victimes d'atteintes aux droits de l'homme, sous forme de coups et blessures, de destruction de propriété (le plus souvent leur habitation), d'expulsion, de

33. ZCTU, *Report of the National Working People's Convention*, 1999, p. 4.

34. *Declaration of the National Working People's Convention*, février 1999.

35. *The Standard*, 12-28 septembre 1999.

détention, d'enlèvement, de menace de mort ainsi que d'atteintes à la liberté de faire campagne et de voter. La quasi-totalité de cette violence (91 %) a été perpétrée par des partisans de la Zanu-PF, et la majorité des victimes étaient des ouvriers agricoles (52 %) et des partisans du MDC (37 %)³⁶. L'utilisation de la violence pour conserver le soutien des électeurs ruraux trouve aussi sa source dans l'érosion des structures de gouvernement local établies dans les zones rurales depuis les années 1980, sous forme de Conseils de développement de village (Vidco) et de Conseils de développement de district (Wadco). Une étude récente montre que l'enthousiasme initial placé dans ces structures « fut progressivement remplacé par le cynisme et le découragement dus au manque de moyens donnés aux Vidco et aux Wadco, ainsi qu'à la tendance de nombreux conseillers à représenter le parti au pouvoir ou des intérêts personnels, plutôt que les intérêts de la communauté³⁷ ».

Pour accompagner la violence physique, le pouvoir déversa un tombereau d'insultes sur l'opposition, décrivant ses membres comme une minorité urbaine privilégiée, comme des éléments manipulés par les Blancs et les étrangers et payés avec l'argent « des racistes conservateurs de droite de l'époque de la Rhodésie³⁸ ». Un autre aspect de cette stratégie idéologique a consisté à souligner l'ancienneté des engagements révolutionnaires des membres de la Zanu-PF, un thème caractéristique de toutes les campagnes électorales du parti³⁹, et que proclamait encore avec emphase son programme pour les élections de juin 2000 :

« Notre parti a une longue histoire de réalisations révolutionnaires à chaque fois que la situation économique et politique de notre pays réclamait un réel changement ; notre parti est le seul qui puisse faire la preuve d'un passé révolutionnaire. Depuis sa fondation, la Zanu-PF s'est distinguée comme un parti intransigeant, fondé sur des principes révolutionnaires et sur une propension à promouvoir la participation politique, l'émancipation sociale et économique et les libertés humaines intégrales qui sont protégées par la Constitution et garanties dans des conditions d'unité de paix et de développement⁴⁰. »

C'est toutefois la question de la terre qui fournit le thème principal de la campagne de la Zanu-PF, et Mugabe insista à l'envi sur l'idée de la terre comme seul signe authentique d'appartenance nationale, telle que celle-ci était désormais définie par le parti au pouvoir. Dans cette logique de nationalité sélective, le MDC était présenté comme une organisation de « vendus » qui voulaient « s'assurer que la terre et les autres ressources économiques resteraient aux mains de la communauté banche⁴¹ ». Ce message renvoyait à la symbolique politique nationaliste ayant eu cours des années 1950 jusqu'à la guerre de libération des années 1970, en particulier au chant très émouvant intitulé « *mwana wevhu* » (fils de la terre). Il y avait évidemment des gens qui étaient

exclus de ce projet, essentiellement les fermiers blancs, mais aussi tous ceux qui étaient considérés comme des traîtres à la cause nationale⁴². Dans le Zimbabwe de l'an 2000, les nouveaux outsiders étaient essentiellement les ouvriers des villes qui suivaient le MDC et que Mugabe traitait de « *mabwidi* », c'est-à-dire d'étrangers sans totem⁴³. Plus d'une fois, les citoyens furent violemment menacés à cause de leur soutien au MDC. Selon les mots d'un leader des anciens combattants :

« Si le président Robert Mugabe perd les élections, vous les gens des villes qui avaient voté non au référendum vous allez passer un très mauvais quart d'heure car nous reprendrons la guerre et cette fois nous vous donnerons, à vous et à vos maîtres blancs, une dure leçon⁴⁴. »

Furent également rangés parmi les « traîtres » la classe moyenne noire et les fonctionnaires, plus particulièrement les enseignants, considérés et donnés pour cible comme des « commissaires politiques » du MDC⁴⁵. Le MDC, de son côté, faisait campagne avec le slogan d'origine syndicale « *Chinja Maitiro* », qui signifie « changez de voie », mais s'efforçait de combiner ce projet très général avec une conception plutôt tronquée de l'histoire du mouvement ouvrier qui le plaçait au centre de la lutte anticoloniale et en faisait le véritable dépositaire de l'héritage nationaliste. Le manifeste du MDC stipulait ainsi :

« Le combat politique au Zimbabwe, historiquement mené par les travailleurs, a toujours défendu la dignité et la souveraineté du peuple. Durant la première *Chimurenga*, les travailleurs se battirent contre l'exploitation dans les mines, les fermes et les usines et les paysans firent de même contre l'expropriation de leurs terres. Le mouvement nationaliste qui a mené la

36. Zimbabwe Human Rights NGO Forum, *A Report on Post Election Violence*, août 2000.

37. Africa Community Publishing and Development Trust, « Local governance and participation », Zimbabwe Human Development Report, 2000.

38. *Zanu-PF, Election 2000 : the People's Manifesto*, Zanu-PF Election Directorate, 2000, p. 7.

39. Voir C. Sylvester, « Zimbabwe's 1985 elections : a search for national mythology », art. cit., et également « Unities and disunities in Zimbabwe's 1990 election », *Journal of Modern African Studies*, vol. 28, n° 3, 1990, pp. 375-400.

40. *Zanu-PF, Election 2000...*, op. cit., p. 8.

41. Éditorial, « MDC white party with black face », *Zimbabwe News*, organe officiel de la Zanu-PF, vol. 31, n° 3, mars 2000, p. 2. La référence à Fanon est évidemment délibérée.

42. M. Sithole, « On "stooges" and "zimbwasungata" », *Financial Gazette*, 19-25, 2000. *Zwimbwasungata* signifie « chiens enchaînés » en shona.

43. *Daily News*, 4 mai 2000. La dévalorisation, par les leaders nationalistes, des luttes urbaines durant la guerre de libération a été un thème récurrent de la période postcoloniale. Voir B. Raftopoulos et T. Yoshikuni (eds), *Sites of Struggle : Essays in Zimbabwe's Urban History*, Harare, Weaver Press, 1999.

44. *Financial Gazette*, 4-10 mai 2000.

45. *Financial Gazette*, 25-31 mai 2000.

seconde *Chimurenga* est né et s'est construit sur les luttes ouvrières. L'élite nationaliste actuelle a détourné ce combat à des fins personnelles, trahissant ainsi les espoirs et les aspirations du peuple⁴⁶. »

Dans ce discours, le fil conducteur de l'histoire du MDC se déroule dans la continuité des luttes anticoloniales antérieures dont l'héritage a été trahi par l'élite nationaliste de la période postcoloniale. Il ne s'agit en fait que d'une variante de la vision d'un enchaînement ininterrompu d'actes de résistance qui prévaut dans les écrits des historiens nationalistes, et à laquelle se réfèrent encore aujourd'hui les leaders Zanu-PF⁴⁷.

En ce qui concerne son programme, le MDC se présentait comme un parti social-démocrate, attaché à promouvoir « un développement équitable et respectueux de la personne, mis en œuvre dans un environnement de pluralisme politique, de démocratie participative et de gouvernance transparente et responsable⁴⁸ ». De manière significative, cependant, les déclarations du porte-parole du MDC pour les affaires économiques, Eddie Cross, ancien vice-président de la Confédération de l'industrie du Zimbabwe (CZI), prirent une tournure nettement plus néolibérale, révélant l'existence d'un conflit au sein du MDC quant à la politique économique à suivre. Dans une déclaration de mars 2000, Cross donna sa conception du programme du parti et se fit fort de trouver les soutiens pour faire appliquer ce néolibéralisme dur, mais se voulant néanmoins sensible aux préoccupations sociales :

« Le travail sur le plan de stabilisation et de redressement est bien avancé. Ce plan est en cours de discussion avec les institutions multilatérales de sorte que quand la transition politique aura lieu, il n'y aura pas de temps perdu pour mettre les choses en place. Le plan nécessite une révision complète du budget national à la lumière des nouvelles priorités, l'élimination de toutes les dépenses publiques non essentielles et la restructuration du gouvernement lui-même. La phase préliminaire du programme envisage également la privatisation accélérée de toutes les entreprises commerciales contrôlées par l'État et l'externalisation de nombreuses activités non essentielles vers le secteur privé. Elle prévoit également un fort soutien des donateurs d'aide internationaux pour les services sociaux dans l'éducation et la santé, ainsi que leur aide à la restructuration de la dette publique. En présentant ces stratégies économiques et politiques avant la transition, le MDC espère persuader le FMI et la Banque mondiale à venir négocier immédiatement après le changement. [...] Une chose dont la communauté internationale peut être sûre, c'est que seul un gouvernement disposant d'un large soutien populaire peut réaliser la nécessaire réorganisation fondamentale de l'État⁴⁹. »

Bien que cette approche si ouvertement néolibérale ait été tempérée par des influences contraires au sein du MDC, le parti ne s'est pas véritablement détaché de cette position. Des tensions comparables ont émergé à propos de

la réforme agraire quand le député gauchiste de la circonscription ouvrière de Highfield, Munyaradzi Gwisai⁵⁰, a exprimé son soutien à l'expropriation sans compensation des terres, déclaration qui lui a valu d'être rappelé à l'ordre par ses propres supporters dans les semaines qui ont suivi. Gwisai a également exprimé ses inquiétudes quant au risque de voir la direction ouvrière du parti débordée par des éléments « bourgeois et petit-bourgeois », ainsi que par « les Blancs du patronat et des professions libérales⁵¹ ». Toutefois, ces tensions et les énormes problèmes d'organisation qui se sont posés au parti d'opposition naissant n'ont pas empêché les succès remportés aux législatives de juin 2000.

LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LE MDC :

LES DIFFICULTÉS À VENIR

Un an après sa formation, le MDC a commencé à consolider sa position politique comme opposition parlementaire. Cependant, il est toujours confronté à d'énormes défis aux plans organisationnel, politique et stratégique. En matière d'organisation, il doit consolider ses structures et maintenir le niveau d'écoute de la base, qui a été au centre de sa capacité de mobilisation. Un audit interne de l'organisation avait commencé à repérer les problèmes qui restaient à surmonter. Une étude des sections MDC dans des quartiers populaires de la capitale, Mbare, Waterfalls et Highfield, montrait la faiblesse des structures locales du parti, leur manque de ressources et de canaux de communication, en particulier avec les députés. Le rapport avertissait que si les députés « ne devenaient pas plus visibles, il deviendrait difficile de mener

46. MDC, *Manifesto Summary*, 2000, p. 1. *Chimurenga* désigne dans l'histoire zimbabwéenne les soulèvements contre l'occupation coloniale de 1896-1997 ; le terme a été repris à son compte par la guérilla nationaliste : la deuxième *Chimurenga* est donc la lutte des années 1960-1980.

47. Pour une vision plus critique, voir I. Phimister et B. Raftopoulos (eds), *Keep on Knocking, a History of the Labour Movement in Zimbabwe: 1900-1997*, Harare, Baobab Books, 1997 ; I. Phimister et B. Raftopoulos, « "Kana soro ratswa ngaritswa" : african nationalists and black workers. The 1948 general strike in colonial Zimbabwe », *The Journal of Historical Sociology*, vol. 13, n° 3, pp. 289-324 ; et B. Raftopoulos, « Problematising nationalism in Zimbabwe: a historiographical review », *Zambezia, The Journal of Humanities of the University of Zimbabwe*, vol. 26, n° 2, 1999, pp. 115-134.

48. MDC *Manifesto*, *op. cit.*, p. 2.

49. E. Cross, « Movement for democratic change: economic recovery and growth in Zimbabwe », que l'on peut obtenir sur le site <gcross@id.co.zw>. La direction du MDC a demandé à Cross de limiter ses déclarations publiques un peu embarrassantes et a chargé son porte-parole parlementaire pour les questions économiques, Tapiwa Mashakada, de présenter la politique officielle du parti. Pour une critique de Cross et de l'aile néolibérale du MDC, voir P. Bond, « Radical rhetoric and the working class during Zimbabwe's dying days », in B. Raftopoulos et Lloyd Sachikonye (eds), *The Labour Movement in Zimbabwe: Problems and Prospects*, à paraître en 2001.

50. Gwisai est un dirigeant de la section zimbabwéenne de la IV^e Internationale (trotskiste).

51. *Daily News*, 25 août 2000.

d'autres campagnes⁵² ». Au plan politique, le MDC doit maintenir une large alliance et négocier ses rapports futurs avec le mouvement syndical. L'alliance avec les grands exploitants agricoles a déjà montré des signes de tension.

En août 2000, le président du MDC a attaqué la Commercial Farmers Unions (CFU) après que celle-ci eut accepté de retirer ses plaintes en justice contre le parti au pouvoir, dans l'espoir d'obtenir un accord acceptable avec Mugabe. Tsvangirai a accusé les grands fermiers agricoles de « vouloir dîner avec le diable dans l'espoir de gagner du temps » et les a avertis que c'était « leur lâcheté qui allait mettre davantage en danger les membres de la CFU⁵³ ». Les fermiers commerciaux ont alors plaidé que, puisqu'ils étaient seuls face au gouvernement, ils devaient négocier du mieux qu'ils pouvaient, critiquant les patrons de la CZI pour « s'être aplatis devant le gouvernement⁵⁴ » durant la crise des occupations de fermes. Il est peu probable que de tels problèmes disparaissent à l'avenir, dans la mesure où la réforme agraire et le sort des ouvriers agricoles devront faire l'objet d'une réflexion programmatique approfondie. Ainsi que l'a observé Mamdani, « si l'opposition peut se poser en sauveur des fermiers blancs pour remplir ses caisses électorales [...] il ne lui sera pas aussi facile de satisfaire les demandes des paysans sans terre après les élections⁵⁵ ».

Les rapports avec le ZCTU constituent un autre problème stratégique épineux pour le MDC. Après les élections, douze syndicalistes sont entrés au Parlement sous ses couleurs, dont le vice-président du parti et président du groupe. Les syndicalistes ne représentent toutefois que 21 % des parlementaires du parti, dont les choix politiques pourraient à l'avenir s'infléchir dans un sens contraire aux attentes du mouvement ouvrier. Le journal de la confédération syndicale décrit ainsi la diversité des élus du MDC :

« Bien sûr, il y a des travailleurs et des syndicalistes au MDC, mais on trouve aussi des hordes de militants politiques et d'activistes des droits de l'homme, des hommes d'affaires, des universitaires, des professions libérales et des exploitants agricoles et d'autres encore. Et au sein du ZCTU, il y a des supporters du MDC, des fanatiques de la Zanu-PF, des membres de la Zimbabwe Union of Democrats, de United Parties⁵⁶ et aussi des travailleurs apolitiques et sans affiliation partisane. Il y a même, curieusement, des éléments de la NCA en compétition au sein du MDC⁵⁷. »

D'autres syndicalistes exhortaient les parlementaires du MDC à ne pas perdre de vue « que leurs dirigeants étaient issus du syndicalisme et qu'ils attendaient d'eux qu'ils n'oublient pas d'où ils venaient⁵⁸ ». L'autonomie future du ZCTU demeure un sujet d'inquiétude, certains syndicalistes souhaitant qu'un mouvement autonome et fort puisse jouer un rôle critique face au MDC. Cependant, la Zanu-PF pourrait utiliser cette opportunité pour diviser et affai-

blir l'organisation lors de son prochain congrès. Par conséquent, on le voit, le MDC a fort à faire pour résoudre les problèmes qui surgissent de ses propres rangs.

Du côté de la Zanu-PF, le MDC doit s'attendre, lors des élections présidentielles, à un regain de violence qui risque de mettre encore plus de pression sur ses membres et sur ses ressources. La probabilité de telles violences, un environnement économique de plus en plus détérioré et l'impatience de sa base ont contraint la direction du parti à envisager une stratégie continue d'actions de masse destinée à hâter le départ de Mugabe. En août 2000, le ZCTU a appelé à la grève contre la violence exercée à l'encontre de ses affiliés dans le monde rural. Prévue initialement pour durer trois jours, la grève fut réduite à un seul à cause des divisions internes du MDC et de l'influence de la faction pro-Zanu-PF dans le mouvement syndical⁵⁹. Cela a suscité des doutes quant à la possibilité de mener des manifestations conjointes associant le MDC, le ZCTU et ses alliés au sein de la NCA⁶⁰. Quelque peu désarmé quant à la conduite à tenir face à l'entêtement de Mugabe, Morgan Tsvangirai formula une menace à l'encontre de celui-ci lors du premier anniversaire de la fondation du MDC :

« Mugabe devrait partir de façon pacifique. S'il ne veut pas, nous nous débarrasserons de lui par la violence. Ce pays ne peut pas s'offrir le luxe de laisser Mugabe gouverner un jour de plus que nécessaire⁶¹. »

Les émeutes de la faim qui ont éclaté dans les quartiers populaires de Harare en octobre 2000 ont encore une fois rappelé la possibilité d'une action de masse coordonnée. Cependant, la réaction violente de l'État a envoyé un message clair au MDC quant à ce qui l'attendait s'il poursuivait ce genre d'action.

52. MDC District Workshop, *Key Notes*, août 2000.

53. *Daily News*, 14 août 2000.

54. *The Farmer*, éditorial, 22-29 août 2000, p. 1.

55. M. Mamdani, « Zimbabwe : land and votes », *The Nation*, 7 octobre 2000, vol. 271, n° 2.

56. Respectivement le parti fondé par Margaret Dongo et celui d'Abel Muzorewa, tous deux laminés lors des dernières élections, où Dongo a perdu son siège de Harare South au profit du MDC.

57. *The Worker*, éditorial, août 2000.

58. *The Worker*, juillet 2000.

59. *The Mirror*, 4-10 août 2000.

60. Pour une discussion autour du « scénario Suharto » au Zimbabwe, voir P. Alexander, « "If things don't work, we try other means" : zimbabwean workers, the MDC and the 2000 election », *Review of African Political Economy*, à paraître.

61. *Daily News*, 2 octobre 2000. Sans percevoir apparemment toutes les implications de sa réponse, le secrétaire à l'information et à la propagande de la Zanu-PF, Nathan Shamuyarira, rétorqua : « Il ne faudra pas nous critiquer quand nous frapperons à notre tour. La violence est un domaine dans lequel la Zanu-PF a une histoire fort longue, faites de grands succès ». *Herald*, 2 octobre 2000.

Le Zimbabwe traverse une situation dans laquelle un État aux abois, confronté à une crise économique aiguë, conserve néanmoins une masse critique de soutien en milieu rural par une combinaison de positions populistes sur la question de la terre et l'utilisation de la force pour empêcher une présence politique alternative dans ces zones. Par ailleurs, Robert Mugabe a renforcé ses soutiens en Afrique australe en agitant la question de la réforme agraire au Zimbabwe comme l'application locale d'un problème régional, voire continental, qui serait une lutte contre les séquelles du colonialisme. Alors que la large alliance ayant conduit la Zanu-PF au pouvoir en 1980 s'est effritée, Mugabe énonce ainsi sa recette de survie politique sous la forme d'une exaltation essentialiste de l'africanité, symbolisée par une lutte sans merci pour la terre qui serait une question de vie ou de mort. Au contraire, le MDC met en avant une approche pluraliste de la politique nationale, insistant sur les impératifs de la démocratisation et de l'État de droit. Cependant, ce programme est mené au nom d'un néolibéralisme pur et dur, dans lequel les questions de répartition ne sont pas abordées clairement, laissant ainsi Mugabe présenter ses positions comme anti-impérialistes, malgré le caractère grotesque de son intolérance politique. Tandis que la Zanu-PF tente de dépasser le débat sur ses responsabilités en recourant à une rhétorique pseudo-radicalisée servie par une élite despotique, le MDC, par son ralliement au libéralisme, a du mal à élaborer une vision critique de la mondialisation.

Si le mouvement ouvrier a démontré, au Zimbabwe comme ailleurs en Afrique, sa capacité à faire émerger et à structurer une voix d'opposition, il lui reste à trouver, avec son extension politique – le MDC –, un projet économique alternatif à l'ajustement structurel ; une tâche au moins aussi ardue que la précédente ■

Brian Raftopoulos

Institut d'études du développement/Université du Zimbabwe

Traduit de l'anglais par Patrick Quantin